



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

principe de laïcité et organisation de l'Islam de France

Question au Gouvernement n° 1059

Texte de la question

PRINCIPE DE LAÏCITÉ ET ORGANISATION DE L'ISLAM DE FRANCE

M. le président. La parole est à M. Éric Pauget, pour le groupe Les Républicains.

M. Éric Pauget. Monsieur le Premier ministre, notre pacte républicain repose sur les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité. L'appropriation et l'acceptation de ces valeurs fondent notre culture, c'est-à-dire ce qui nous relie, nous rassemble et nous unit. N'en déplaise au Président de la République, cette culture française existe, monsieur le Premier ministre. N'en déplaise au Président de la République, les termes « mâles blancs » ne s'inscrivent pas dans notre ADN républicain. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. Christian Jacob. Très bien !

M. Éric Pauget. Sa vision communautariste à l'anglo-saxonne n'est pas la nôtre.

Or notre pays doit faire face à la montée des revendications communautaires à caractère religieux. Or le fondamentalisme islamique se diffuse avec violence sur notre territoire. Jusqu'à ces dernières années, la menace terroriste était malheureusement venue des réseaux djihadistes. Mais elle s'étend : nous apprenons en effet que des individus suspectés de préparer des attentats contre nos concitoyens musulmans, sur notre sol, ont été arrêtés.

À l'évidence, monsieur le Premier ministre, les mesures sécuritaires ne suffisent plus pour préserver la cohésion nationale. Il est donc essentiel de réaffirmer clairement notre attachement à la laïcité et à la loi de 1905. Nos concitoyens s'inscrivent dans un système de valeurs et une pratique religieuse qui s'insèrent sans heurts dans notre corpus républicain. Il est donc essentiel de réaffirmer avec force notre attachement à la laïcité, qui assure la neutralité de l'État vis-à-vis des religions. Nous éviterons ainsi les crispations que connaît, hélas, notre société.

Alors, monsieur le Premier ministre, ma question sera double. Le Gouvernement va-t-il tenir enfin la promesse du candidat Macron qui avait assuré vouloir réorganiser, en accord avec nos valeurs républicaines, l'Islam de France ? Pouvez-vous en outre confirmer, devant la représentation nationale, qu'aucune loi religieuse, je dis bien aucune, ne peut l'emporter sur les lois de la République ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur. Monsieur Pauget, le Président de la République a eu l'occasion de le redire : c'est la laïcité qui s'applique en France.

M. Pierre Cordier. Cela ne veut rien dire.

M. Gérard Collomb, *ministre d'État* . Mais il entendait le mot au sens d'Aristide Briand, qui, dans son rapport à la Chambre des députés, disait de la loi de 1905 que c'était une loi de liberté : la liberté de croire ou de ne pas croire, de pratiquer la religion de son choix, pourvu qu'elle n'apporte aucun trouble à l'ordre public. Nous restons fidèles à cette vision de la loi de 1905, qui ne revient pas à nier les religions mais à leur demander de s'inscrire dans l'ordre républicain.

Nous sommes d'ailleurs en train de travailler pour que puisse naître en France un islam en adéquation avec ces règles de la République. Aujourd'hui, celles et ceux que l'on entend dévoient en effet trop souvent cette religion. Nous voulons que l'immense majorité des musulmans de France qui entendent vivre leur foi dans le respect des règles de la République puissent se lever et dire : l'islam, ce n'est pas cela, c'est la religion que nous pratiquons tous les jours en accord avec les lois républicaines ! Voilà, mesdames et messieurs les députés, ce que nous voulons faire en France ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Pauget](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1059

Rubrique : Religions et cultes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [28 juin 2018](#)